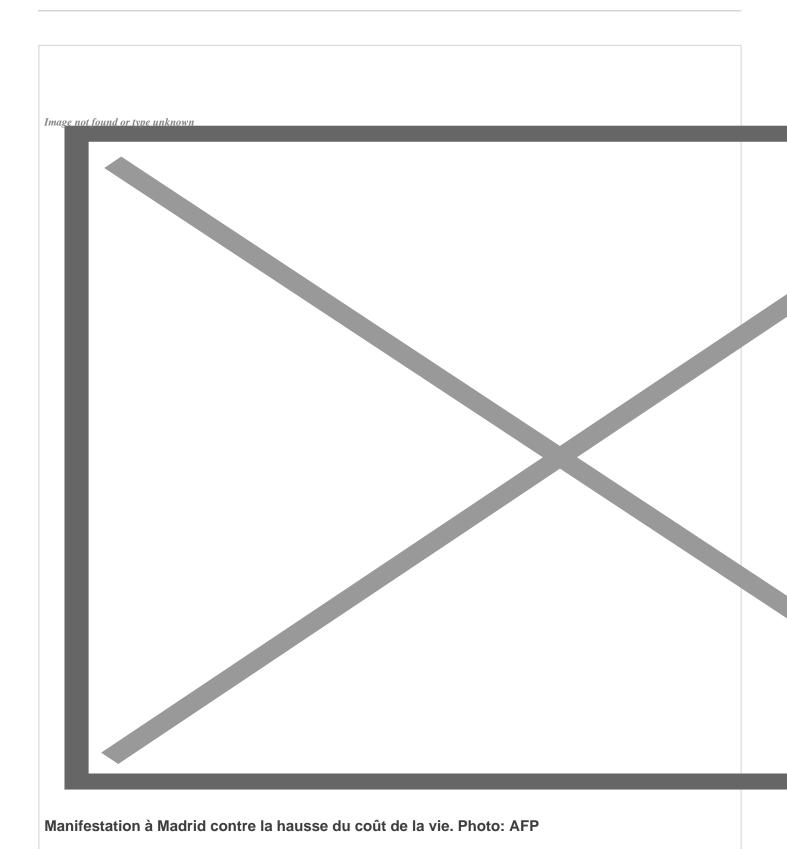
Mécontentement à la hausse



Par Guillermo Alvarado

Les protestations et le mécontentement populaires s'étendent rapidement partout dans le monde, y compris dans les puissances développées, en raison des graves turbulences économiques mondiales, de l'inflation et de la hausse généralisée du coût de la vie.

Cette réalité, en soi-même n'est pas nouvelle. Il suffit de regarder les informations internationales le constater. Ce qui est curieux, c'est que les données qui viennent étayer ce constat sont fournies par le Fonds monétaire international, le FMI, une institution qui ne tient pas du tout compte du bien-être des populations.

Le FMI a mené une étude dans 130 pays et a déterminé que les protestations se trouvent à leur plus haut niveau depuis le début de la pandémie de Covid-19, dans les premiers mois de 2020, si bien elles n'ont pas atteint le niveau de celles en 2019, où des marches ont eu lieu aux quatre coins du monde.

Selon le FMI, des manifestations antigouvernementales ont lieu dans des pays où cette ressource n'était guère utilisée auparavant par la population, comme le Canada ou la Nouvelle-Zélande. Il faudrait ajouter qu'elles ont également augmenté aux États-Unis, le pays le plus riche de la planète.

Le dénominateur commun de cette situation est la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, précise l'étude.

Au fur et à mesure que les restrictions découlant de la crise sanitaire mondiale sont levées, les rues deviennent de plus en plus le théâtre de la colère populaire, en raison justement des dommages que la pandémie a causé à l'économie frappant plus fortement les secteurs défavorisés.

À ce stade, il y aura certains qui se demandent si le FMI s'intéresse vraiment au sort des pauvres. Ne vous inquiétez pas. L'organisme multilatéral de crédit n'a pas perdu une seule fibre de son identité.

La recherche arrive finalement au point où je voulais y parvenir: cette prolifération de marches et de protestations a un coût, non-négligeable car il touche le cœur du système capitaliste, c'est-à-dire, le monde des grandes entreprises et des transnationales.

Voici ce que le texte dit à cet égard: «la levée des restrictions sanitaires et la réduction continue du pouvoir d'achat de la majorité signifient que les protestations peuvent encore augmenter et imposer des coûts économiques importants à la gestion gouvernementale des économies». Une lapalissade?

Et le prochain paragraphe à ne pas manquer : «Toute augmentation du malaise social pourrait constituer un risque pour le redressement économique mondial, car l'incertitude a un impact sur la consommation et la production».

Comme vous pouvez constater, les gens sont ingrats, car ils protestent lorsqu'ils ont des difficultés, tandis que les pauvres-riches se battent pour récupérer leurs gains.



Radio Habana Cuba